



Le décret n°2025-304 du 1er avril 2025 relatif aux autorisations de création, d'extension et de transformation des établissements d'accueil de jeunes enfants et à l'accueil dans les micro-crèches



Éléments de compréhension

Quelques notions explicitées...

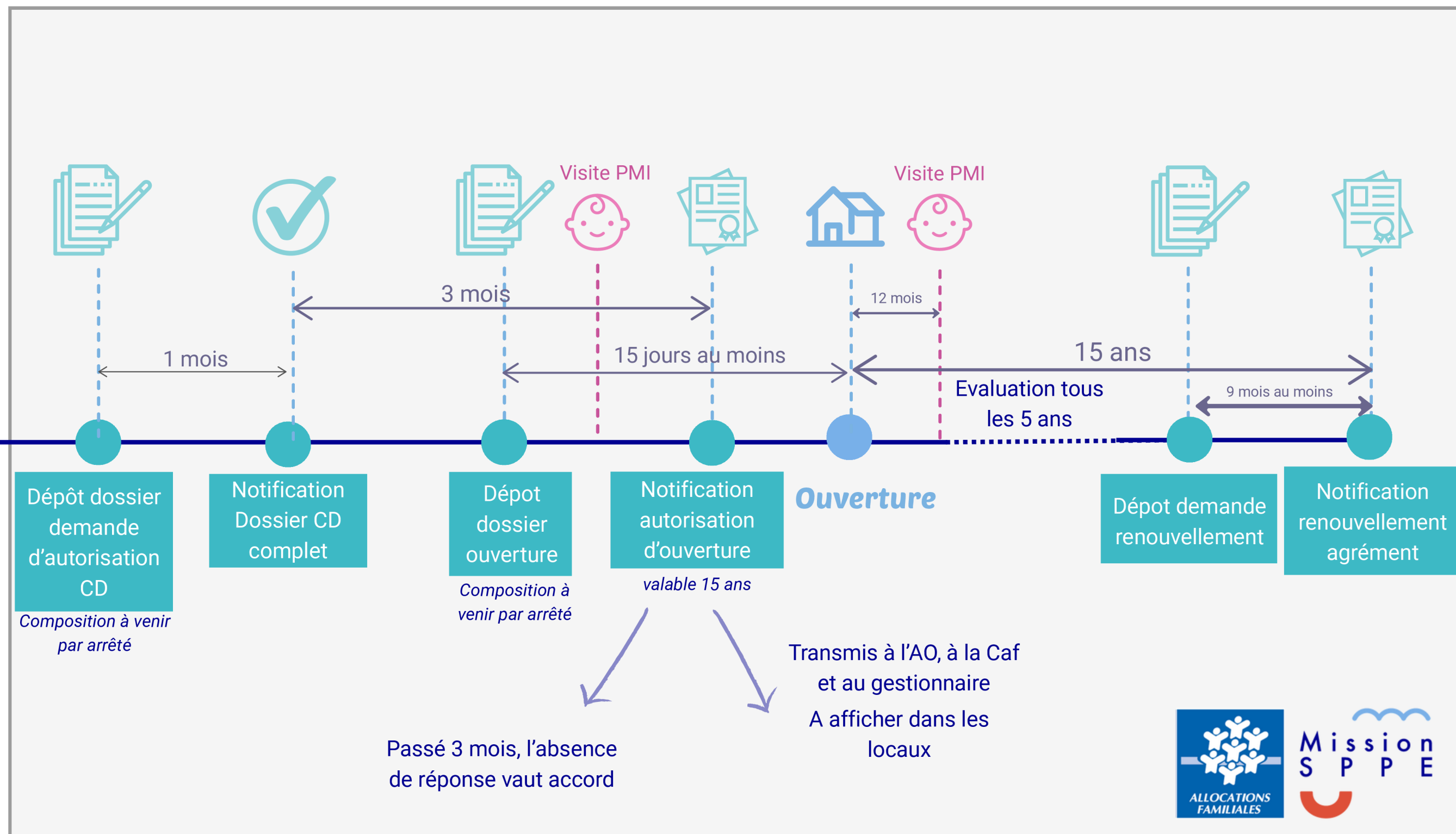
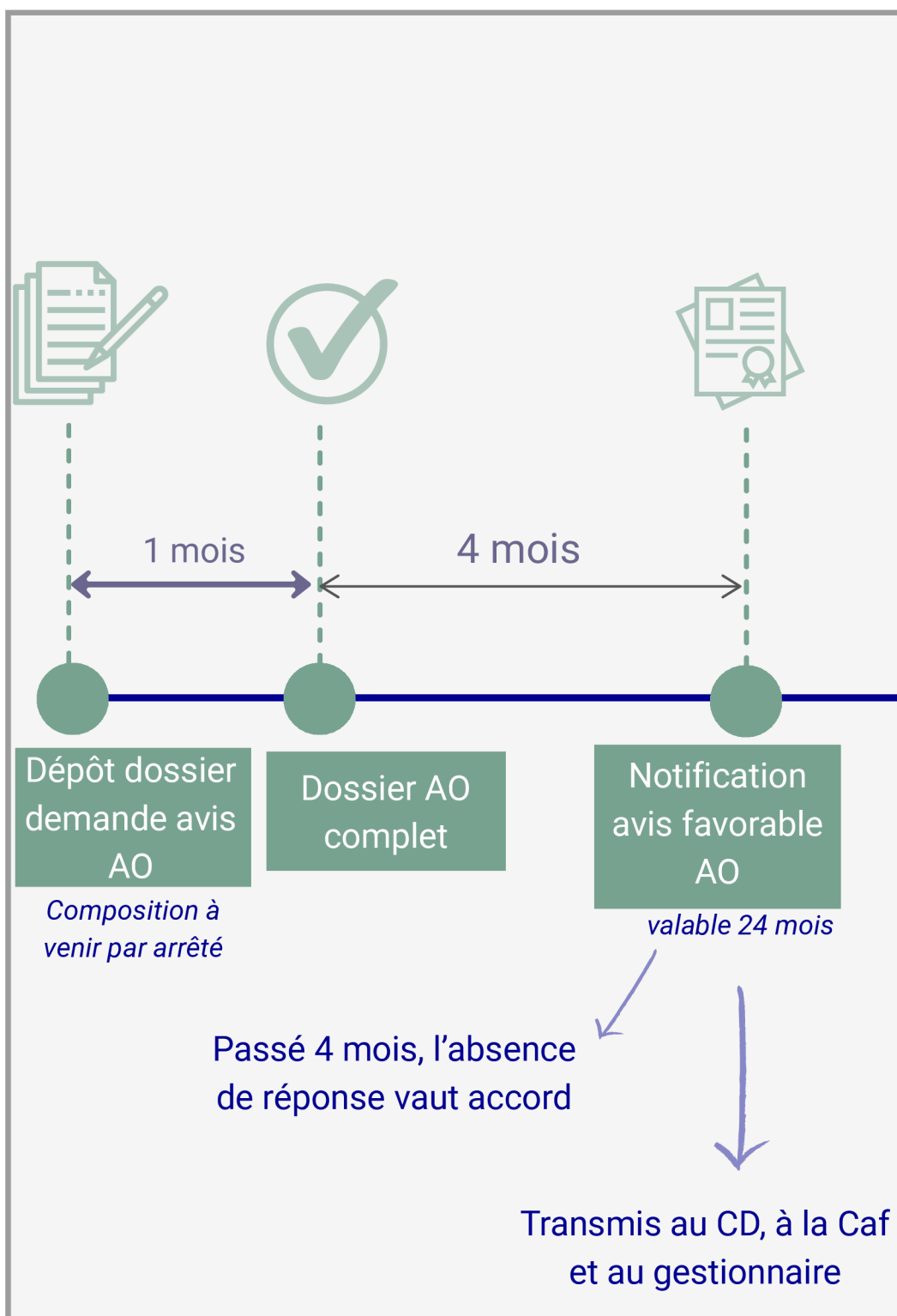
Création	Ouverture d'un établissement et services gérés par une personne physique ou morale de droit privé ou de droit public accueillant des enfants de moins de six ans	Avis AO à demander pour les établissements de droit privé	Autorisation CD à demander (2 dossiers + 2 visites PMI)
Renouvellement	Les autorisations sont valables 15 ans. Dans un délai compris entre 24 et 12 mois précédant la date d'échéance de l'autorisation de création, le président du CD informe par écrit le titulaire de l'autorisation de cette date d'échéance et des modalités de dépôt d'une demande de renouvellement.	-	Autorisation CD à demander (2 dossiers + 2 visites PMI)
Extension	Augmentation de la capacité d'accueil sans changement de catégorie	Avis AO à demander pour les établissements de droit privé	Autorisation CD à demander (2 dossiers + 2 visites PMI)
Transformation	Changements : <ul style="list-style-type: none"> • adresse de l'EAJE, • type d'EAJE • catégories d'EAJE • diminution ou augmentation du nombre de places entraînant un changement de catégorie, • modalité de tarification (PSU ou Cmg-paje), • superficie des espaces extérieurs ou intérieurs avec effet sur la capacité d'accueil 	Avis AO à demander pour les établissements de droit privé	Autorisation CD à demander (2 dossiers + 2 visites PMI)
Modification	Changements : <ul style="list-style-type: none"> • superficie des espaces extérieurs ou intérieurs • âge du public accueilli, • jours et horaires d'ouverture, • composition qualitative ou quantitative de l'équipe, • direction et en cas de direction mutualisée, • option pour le taux d'encadrement retenu, • diminution du nombre de places sans changement de catégorie 	-	Autorisation CD à demander (1 courrier + 2 visites PMI)
Cession	Changement de gestionnaire	-	Autorisation CD à demander (1 courrier)

Procédure Avis AO

Création - Extension -
Transformation- *

Procédure Autorisation du Département

Création - Extension - Transformation- Renouvellement**



*établissements et services gérés par une personne physique ou morale de droit privé accueillant des enfants de moins de six ans

établissements et services gérés par une personne physique ou morale de droit privé **ou de droit public accueillant des enfants de moins de six ans

Mentions de l'Autorisation

Création - Extension - Transformation- Renouvellement *

1. Le nom ou la raison sociale de la personne gérant l'établissement ou le service, ainsi que son adresse. Si la gestion de l'établissement ou du service s'effectue dans le cadre d'une délégation de service public ou d'un marché public, l'autorisation mentionne l'autorité publique contractante
2. **La date de fin de validité de l'autorisation**
3. L'adresse de l'établissement ou du service
4. Le type d'établissement ou de service et sa catégorie
5. **Les modalités de tarification aux familles**
6. La capacité d'accueil autorisée, ainsi que la capacité maximale d'accueil qui en résulte
7. **La superficie des espaces intérieurs et extérieurs dédiés à l'accueil des enfants**
8. Les âges limites des enfants pouvant être accueillis
9. Les jours et horaires d'ouverture
10. La qualification requise, pour le directeur ou le responsable technique
11. Si la direction est mutualisée
12. La règle d'encadrement choisie
13. S'il s'agit d'un établissement saisonnier ou ponctuel
14. S'il s'agit d'un établissement à gestion parentale
15. La composition de l'équipe pluridisciplinaire exprimée par fonction et qualification en ETP, ainsi que l'organigramme de l'établissement ou du service.

Nouveautés

L'autorisation peut prévoir des capacités d'accueil différentes suivant les périodes de l'année, de la semaine ou de la journée, compte tenu des variations prévisibles des besoins d'accueil



*établissements et services gérés par une personne physique ou morale de droit privé ou de droit public accueillant des enfants de moins de six ans

Avant/Après - Les micro-crèches

Fin du régime dérogatoire des micro-crèches: l'article R2324-46-5 est abrogé

Avant

Après

Entrée en vigueur

Référent technique à 0.2 ETP dédié aux fonctions

Direction (titulaire des qualifications requises) à **0.5 ETP** dédié aux fonctions

1er septembre 2026

Personnels de catégorie 1* auprès des enfants: non obligatoires

Personnels de catégorie 1* auprès des enfants: 40% de l'effectif **dont 1 ETP**

Immédiate avec dérogation jusqu'au 1er sept 2026**

Mutualisation de direction possible jusqu'à 3 micro-crèches maximum

Mutualisation de direction possible jusqu'à **2 micro-crèches** uniquement (maximum 2 crèches de 24 places)

1er septembre 2026

Possibilité d'un professionnel seul jusqu'à 3 enfants

Possibilité d'un professionnel de **catégorie 1*** seul jusqu'à 3 enfants

Immédiate avec dérogation jusqu'au 1er sept 2026**

Après cette date, les fonctions de directeur d'une micro crèche peuvent continuer d'être exercées par une personne qui n'est pas titulaire d'une des qualifications nécessaires si cette personne était référent technique de la MC. Dans ce cas, le gestionnaire s'assure du concours régulier d'une personne possédant l'une de ces qualifications, à raison d'au moins 20h/an de présence, dont au moins 4h par trimestre.

*Aux.de puer; EJE; IDE; psychomot; Puéricultrice

** selon dispositions prévues au III du R2324-46-5 du CSP

Autres éléments

Ce qui change

Projet d'établissement

Il comprend un:

1. Projet d'accueil
2. Projet éducatif
3. Projet social



4. Projet d'évaluation de la qualité d'accueil établi sur le fondement du référentiel qualité. Ce projet décrit les modalités de suivi des résultats de l'évaluation et des actions correctives mises en œuvre.

un nouveau projet à écrire

Mutualisation de direction

une même personne peut assurer la direction de 2 établissements lorsqu'ils sont chacun d'une capacité $<$ ou $=$ à 24 places.

L'Autorité Organisatrice doit être informé par le gestionnaire de l'EAJE de toutes les actions mises en place au titre de l'accueil d'enfants de parents en **insertion sociale ou professionnelle.**